

MACHE PUBLIC DE SERVICES

Marché à procédure adaptée

PRESTATIONS DE TRANSPORT SCOLAIRE

N° 2026-02

Pour le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur
Site de Saint-Raphaël - Boulouris

Cahier des clauses administratives et techniques particulières

CCATP

Sommaire

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION	4
ARTICLE 6 - PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 7 - LA SOUS-TRAITANCE - CESSION DU MARCHÉ	6
7.1 Sous-traitance	6
7.2 Cession du marché	6
ARTICLE 8 - AVANCE	7
ARTICLE 9 - PRIX DES PRESTATIONS	7
9.1 Contenu des prix	7
9.2 Application de prix unitaires	7
ARTICLE 10 - REVISION DE PRIX	7
ARTICLE 11 - FACTURATION	7
ARTICLE 12 - TAXES ET IMPOTS	8
ARTICLE 13 - SUIVI DES PRESTATIONS - COORDONNATEUR	8
ARTICLE 14 - CONTROLE ET VERIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
ARTICLE 15 - CONTINUITE DES PRESTATIONS - GREVE	9
15.1 Continuité des prestations	9
15.2 Grève - service minimum	9
ARTICLE 16 - CONTRÔLE D'HONORABILITE	9
16.1 Clauses spécifiques au transport des mineurs	9
ARTICLE 17 - OBLIGATION DE STABILITE ET DE MAINTIEN DES COMPÉTENCES	10
ARTICLE 18 - PENALITES ET SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 19 - ASSURANCE	11
19.1 Assurance responsabilité	11
19.2 Justification des assurances	12
ARTICLE 20 - RESILIATION DU MARCHÉ	12
20.1 Résiliation du droit commun	12
20.2 Résiliation pour faute du Titulaire	12
20.3 Résiliation pour motif d'intérêt général	13
ARTICLE 21 - DROIT ET LANGUE	13
ARTICLE 22 - ELECTION DE DOMICILE ET REGLEMENT DES LITIGES	13
22.1 Election de domicile	13
22.2 Règlement des litiges	13
ARTICLE 23 - DEROGATIONS	13

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente consultation est organisée par le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportives, pour le site de Saint-Raphaël - Boulouris, représenté par son directeur.

Le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur, composé de 3 sites, Aix-en-Provence, Antibes et Saint-Raphaël-Boulouris, est un établissement public local de formation dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire. Il accompagne les athlètes au sport de Haut Niveau et forme tous les publics aux métiers du sport et de l'animation.

Adresse et coordonnées du pouvoir adjudicateur, ci-après dénommé le CREPS.

Direction du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur
Pont de l'Arc - CS 70445
13098 Aix-en-Provence – Cedex 02
Téléphone : 04 42 93 80 02
Email : bap@creps-paca.sports.gouv.fr

L'opérateur économique avec lequel le CREPS conclut le marché est ci-après dénommé le Titulaire.

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée selon la procédure de marché public à procédure adaptée (MAPA), conformément aux articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-8 du Code de la commande publique.

Le marché n'est ni divisé en tranches, ni alloti.

Il prend la forme d'un accord-cadre à bon de commande mono-attributaire, en application des articles L 2125-2, R-2162-1 à R-2162-6, R-2162-13 et R-2162-14 du code de la commande publique. L'accord cadre est conclu sur la base d'un minimum et d'un maximum en quantités des rotations annuelles commandées (cf. article 5)

Le cahier des clauses générales applicables (CCAG) est celui des marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021).

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

La consultation a pour objet, des prestations de transport en bus d'élèves, durant les périodes scolaires, en vue d'assurer à titre principal la desserte de leurs établissements scolaires.

Le Titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations du présent marché et à respecter l'ensemble de la réglementation y afférent.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

La date de démarrage des prestations est fixée au 08 mars 2026.

Dès sa notification, le présent marché est conclu pour une période initiale de 1 (un) an. À l'issue de cette période, le marché sera automatiquement renouvelé par tacite reconduction à chaque date anniversaire, pour des périodes de 12 (douze) mois, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 48 (quarante-huit) mois.

S'il ne souhaite pas procéder à cette reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 1 (un) mois avant la date d'anniversaire du marché.
La non-reconduction n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

Le Titulaire s'engage à réaliser des rotations de transports scolaires pour les élèves sportifs de haut niveau, entre le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur, sis 346, Bd des Mimosas, 83707 SAINT-RAPHAËL Cedex, et les établissements scolaires suivants : le collège de l'Estérel et le lycée Saint-Exupéry, situés à Saint-Raphaël.

Une rotation peut comprendre un minimum de 9 (neuf) et un maximum de 63 (soixante-trois) élèves.
Pour chaque rotation, le Titulaire sera informé une semaine à l'avance du nombre d'élèves à prendre en charge, ce qui lui permettra d'adapter la taille des véhicules au nombre des effectifs annoncés.
Les rotations sont effectuées durant l'année scolaire, à l'exclusion des périodes de vacances scolaires et jours fériés.

Le nombre prévisionnel annuel de trajets sur l'année oscillera entre 450 (quatre cent cinquante) et 650 (six cent cinquante), correspondant au minimum et maximum des prestations commandées.

L'exécution du marché comprend toutes les prestations suivantes :

- Ramassage des élèves aux lieux d'arrêt dûment identifiés et leur transport vers les établissements scolaires, selon les circuits et horaires convenus avec le pouvoir adjudicateur.
- Fourniture de véhicules et mise à disposition du personnels nécessaires au service.
- Entretien des véhicules.

Les véhicules devront répondre aux normes les plus récentes, relatives à la sécurité des jeunes gens transportés.

L'entreprise de transport est informée la semaine n, en général **le jeudi**, des trajets à effectuer pour la semaine n+1.

Trajet aller :

Parking du CREPS → Collège de l'Estérel → Lycée Polyvalent Antoine de Saint-Exupéry

Jours de circulation : du lundi au vendredi

- Départ 07h30 depuis le parking du CREPS, soit 5 (cinq) trajets par semaine

- Départ 09h35 depuis le parking du CREPS, soit 2 (deux) fois par semaine

Trajet retour :

Lycée polyvalent Antoine de Saint-Exupéry → Collège de l'Estérel → Parking du CREPS.

Une ou deux rotations par jour, du lundi au vendredi, soit une estimation de 11 rotations par semaine.

A la demande du CREPS, la société de transport devra être en mesure de s'adapter à des événements particuliers :

- Trajet exceptionnel : en cas d'examen et sur des itinéraires différents selon le cas
- Annulation de navette pour cause de grève dans les établissements scolaires
- Annulation de navette pour conditions météorologiques défavorables

Le CREPS fera en sorte d'anticiper ces changements et d'avertir la société de transport au moins 48 heures à l'avance.

Quels que soient les types de trajet et notamment pour les trajets vers et depuis les établissements scolaires, le Titulaire s'engage à assurer le ramassage de l'ensemble des élèves prévus à l'aller et au retour. Si cela ne peut être le cas et pour des difficultés liées notamment à la durée des arrêts et des stationnements, il s'engage à proposer toute solution pour y remédier.

Seules les rotations réelles réalisées donneront lieu à facturation de la part du Titulaire. Le CREPS ne peut être tenu responsable des perturbations extérieures qui pourraient affecter les rotations régulières (absence de cours, grèves, climat, etc.). Cependant, le CREPS s'efforcera d'anticiper ces aléas et s'engage à avertir le Titulaire pour une rotation donnée au moins 24 (vingt-quatre) heures à l'avance.

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance de cette prestation et sur l'exigence absolue de fiabilité, de sécurité et de ponctualité qui la caractérise. Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble de ces obligations.

ARTICLE 6 - PIECES CONTRACTUELLES

L'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi. Les pièces du marché sont les suivantes et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE)
- le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- le Devis Quantitatif Estimatif (DQE)
- Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP).
- Le mémoire technique du Titulaire.

Pièce générale

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable au marché de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021).

Tout autre texte législatif ou réglementaire en vigueur se rapportant à l'objet du marché, notamment :

- Réglementation française de portée générale et professionnelle.
- Normes françaises (normes AFNOR).

Plus particulièrement :

Normes routières applicables en matière de sécurité de circulation de personnes transportées et aux véhicules de transport en commun.

L'ensemble des textes relatifs à l'organisation de transport de personnes :

- ✓ Arrêté du 16/02/2003 modifiant l'arrêté du 02/07/1982 relatif aux transports de personnes.
- ✓ Règlement CEE n° 3820/85 du 20/12/1987 sur le temps de conduite et de repos des conducteurs.
- ✓ Décret numéro 2003-1242 du 22/12/2003, relatif à la durée du travail dans les entreprises de transports routiers de personnes.
- ✓ Loi 82-1153 du 30/12/1982 loi d'orientation sur les transports intérieurs modifiés, notamment par les lois, n° 99-533, du 25/06/1999 ou encore n° 2000-1208 du 13/12/2000.
- ✓ Directive européenne 2003-20 CE sur l'utilisation obligatoire de la ceinture de sécurité.

Cette liste n'est pas limitative, ainsi que les textes à venir, qui modifieraient, complèteraient, abrogeraient ou seraient substitués aux dispositions en vigueur à la date de signature des présentes.

Les documents constituant les pièces générales ne sont pas joints au présent dossier ils sont réputés connus des entreprises.

ARTICLE 7 - LA SOUS-TRAITANCE - CESSION DU MARCHÉ

7.1 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous condition de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne publique et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant (DC4).

Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le Titulaire de sa responsabilité vis-à-vis de l'exécution des prestations.

L'acte d'engagement définit les prestations dont la sous-traitance est envisagée avant la passation du marché.

S'il s'avère au cours de l'exécution du présent accord-cadre que le Titulaire ne dispose pas de capacités particulières dans une discipline requérant une compétence très spécialisée ayant entraîné une défaillance dans l'exécution de la mission, le Titulaire est tenu soit de sa propre initiative, soit sur simple demande motivée de la personne publique, de s'adjoindre les spécialistes nécessaires. Ceux-ci seront soumis à l'agrément de la personne publique en vue de l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance. Leur intervention pourra avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

Si le Titulaire n'est pas satisfait aux demandes d'injonction de compétences, la personne publique peut décider 15 (quinze) jours après mise en demeure restée sans effet, aux frais et risques du Titulaire de désigner lui-même un Titulaire chargé de réaliser la tâche correspondant à la spécialité en cause.

Le Titulaire est autorisé à suivre l'exécution de cette prestation sans pouvoir l'entraver. Les excédents de dépenses qui en résultent sont à la charge du Titulaire ; ils sont prélevés sur les sommes qui lui sont dues sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Le Titulaire est tenu de soumettre à l'approbation de la personne publique et de justifier toute modification qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. La personne publique pourra s'y opposer, si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles L 2193-1 à L 2193-3 du code de la commande publique.

7.2 Cession du marché

Le Titulaire n'est pas autorisé à céder tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du marché, sauf accord préalable auprès du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 8 - AVANCE

Sans objet pour ce marché

ARTICLE 9 - PRIX DES PRESTATIONS

9.1 Contenu des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts, taxes et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfices. Le Titulaire est réputé avoir pris toutes les informations nécessaires à l'établissement de ses prix.

9.2 Application de prix unitaires

Les prix unitaires figurent au Bordereau des Prix (Annexe de l'Acte d'engagement). Les prestations sont réglées en appliquant le prix unitaire correspondant aux prestations réelles servies.

Les prix sont établis hors taxes et toutes taxes comprises ils sont réputés fermes pour la durée contractuelle initiale.

ARTICLE 10 - REVISION DE PRIX

Afin de tenir compte des variations économiques les prix figurant au bordereau des prix, feront l'objet d'une révision de prix au moment de la reconduction du marché, à la demande du CREPS ou du Titulaire par application de la formule suivante :

$$Pr = P_o \times (Im/I_o)$$

Structure de la formule :

- **Pr** = Prix révisé
- **P_o** = Prix initial du marché au mois zéro
- **Im et I_o** = Respectivement l'indice synthétique TRV de transport scolaire publié sur le site du Comité National Routier publié.

ARTICLE 11 - FACTURATION

Le paiement intervient après validation de la prestation, sur présentation de factures.

Les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera rejetée par le CREPS.

Le Titulaire indiquera sur les factures, les mentions obligatoires suivantes :

- ✓ Date de la facture
- ✓ Numéro du marché et de l'engagement juridique
- ✓ Nom, adresse et identifiants du Titulaire (SIRET, RCS, TVA, ou la mention TVA non applicable)
- ✓ Montants HT, TVA, TTC
- ✓ SIRET du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur : 191 301 894 000 17
- ✓ Code service : BOU03 (pour le site de Saint-Raphaël - Boulouris)

Sont désignés pour le règlement de la somme due :

Comme ordonnateur : Le Directeur du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Comme comptable signataire du paiement : l'Agent comptable du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La liquidation du présent marché sera effectué conformément aux règles de la comptabilité publique le mode de règlement et le virement par mandat administratif.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture par le CREPS, après vérification du service fait par le service acquéreur.

Les erreurs ou omission dans la demande de règlement seront signalées au Titulaire du marché, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture à compter de la réception desquelles un nouveau délai de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le défaut de paiement dans les délais prévus donne lieu de plein droit et sans autres formalités au versement d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 (trente) jours visés ci-dessus (délai global de paiement) jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récents, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage. Les intérêts moratoires de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 12 - TAXES ET IMPOTS

Le Titulaire s'engage à effectuer le règlement de la contribution économique territoriale ainsi que tous les impôts directs et indirects et autres frais qui se rapportent à son activité professionnelle.

Le Titulaire doit également fournir tous les 6 mois au CREPS, une attestation de vigilance prouvant qu'il acquitte de ses obligations déclaratives et du paiement des cotisations et contributions sociales auprès de l'URSSAF.

ARTICLE 13 - SUIVI DES PRESTATIONS - COORDONNATEUR

Le CREPS et le Titulaire désignent chacun un coordonnateur technique et administratif chargé de recevoir ou de transmettre aux personnes concernées toute demande relative à l'exécution des prestations objets du présent marché.

Nom du coordonnateur technique auprès du CREPS : **Marian MALAQUIN**

Nom du coordonnateur gestionnaire du CREPS - Site de Saint-Raphaël-Boulouris : **David ORTET**

Le nom du coordonnateur désigné par le Titulaire doit figurer dans l'acte d'engagement.

Les coordinateurs auront pour mission :

- De suivre le bon déroulement du marché
- D'évoquer toutes questions relatives à l'exécution ou à l'amélioration des prestations et de prendre toute décision nécessaire.
- D'assurer la coordination de leurs actions

Les coordonnateurs pourront se réunir à la demande de l'une ou l'autre des parties

ARTICLE 14 - CONTROLE ET VERIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le CREPS peut à tout moment et sans en référer préalablement au Titulaire, procéder à ou à faire procéder à ses frais tout contrôle qu'il juge nécessaire en vue de vérifier la conformité des prestations et leurs modalités d'exécution avec les termes du marché.

Ces contrôles ne dispensent en aucun cas le Titulaire d'exercer ses propres contrôles.

ARTICLE 15 - CONTINUITE DES PRESTATIONS - GREVE

15.1 Continuité des prestations

Le Titulaire s'engage pendant la période déterminée du marché, à assurer régulièrement une continuité des prestations, hormis dans les cas de force majeure telle que défini par la jurisprudence des tribunaux.

En cas d'interruption imprévue des prestations, même partielle, le Titulaire doit aviser le pouvoir adjudicateur dans les délais les plus courts, et prendre en accord avec lui les mesures nécessaires pour assurer dans les conditions normales les prestations prévues au marché.

En cas de congé ou maladie de l'un de ses chauffeurs, l'entreprise s'engage à pourvoir à son remplacement immédiat.

En cas de défaillance du Titulaire, le pouvoir adjudicateur peut assurer ou faire assurer par un tiers désigné, le service aux frais et risques du Titulaire par tous moyens appropriés, en application des dispositions de l'article du CCAG-FCS.

En aucun cas ou pour quelques motifs que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire du marché ne le dégage nullement de son obligation d'assurer la continuité de ses

15.2 Grève- service minimum

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève des salariés du Titulaire du marché, celui-ci est tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum dont les modalités ainsi que la durée seront précisées entre la direction du CREPS et le Titulaire.

Ces moyens d'organisation de ce service minimum seront soumis à l'agrément préalable écrit du CREPS.

ARTICLE 16 - CONTRÔLE D'HONORABILITE

16.1 Clauses spécifiques au transport des mineurs

Le Titulaire s'engage à ce que l'ensemble de son personnel intervenant dans l'exécution du présent marché (conducteurs, remplaçants, ou tout autre agent en contact avec les mineurs) remplisse les conditions d'honorabilité prévue par les dispositions légales et réglementaires applicables au transport public de mineurs.

- Le Titulaire s'engage à ce que tous les personnels affectés au marché : Ne font l'objet d'aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice d'activité impliquant le transport ou l'accompagnement de mineurs.
- Ne figurent pas au fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIAISV).

Afin que le CREPS vérifie le respect de cette exigence, le Titulaire s'engage à lui transmettre l'attestation d'honorabilité valide (de moins de 6 mois) au démarrage du marché, puis tous les 3 ans, pour tous les conducteurs affectés aux rotations de bus objet du présent marché

Le Titulaire informera sans délai le CREPS, de tout changement affectant l'honorabilité d'un membre du personnel.

ARTICLE 17 - OBLIGATION DE STABILITE ET DE MAINTIEN DES COMPÉTENCES

Le Titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché des membres de son personnel offrant toutes garanties de stabilité, disposant des compétences nécessaires pour mener à bien ce type de prestation. Le CREPS peut, ponctuellement, demander au Titulaire la communication d'informations sur l'expérience ou les qualifications d'un de ses préposés.

Toutefois le Titulaire assume seul l'entière responsabilité de la définition du profil et du choix des membres de son équipe de chauffeurs ainsi que de leur nombre.

Le CREPS peut demander au Titulaire le changement de tout membre de son équipe de chauffeurs ou de celle de son sous-traitant affectée à la réalisation des prestations, en cas de manquement dans la bonne exécution des prestations ou en cas de comportement inadéquat au regard des prestations confiées, le CREPS s'engage à exercer ce droit que pour juste motif.

Lorsque le Titulaire procède au remplacement d'un préposé il prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Les coûts induits par le remplacement d'un intervenant par un nouvel intervenant et les frais éventuels de formation du nouvel intervenant sont intégralement supportés par le Titulaire.

Le personnel du Titulaire qui sera affecté à l'exécution des prestations, reste soumis à la seule autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire.

Le Titulaire doit exiger de ses préposés une tenue et un comportement rigoureux.

ARTICLE 18 - PENALITES ET SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Toute défaillance dans l'exécution du service, dès lors qu'elle ne peut être justifiée par une faute imputable au CREPS, et sauf cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence des tribunaux français, est sanctionnée, dès qu'elle est constatée, en application des dispositions du CCAG-FCS relative à l'exécution du marché.

Par dérogation et au surplus des dispositions prévues à l'article 14 du CCAG-FCS, relative à l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer ces pénalités qui viendront en déduction des sommes dues au Titulaire dans les cas suivants :

Les pénalités seront prononcées au profit du CREPS par son directeur en exercice, si les prestations prévues au marché ne sont pas respectées conformément au contrat.

1) En cas d'inexécution d'une prestation relative au trajet :

- ✓ En cas d'inexécution d'une prestation (rotation) et à défaut de mise en place d'une solution de substitution par le Titulaire, une pénalité égale de 100 % (cent pour cent) du prix de la prestation sera applicable de plein droit.

2) En cas d'inexécution ou d'exécution non-conforme d'une prestation :

- ✓ Modification d'un itinéraire sans justification.
- ✓ Retard de plus de 10 min par rapport à l'horaire convenu.

- ✓ Dans le cas où la capacité du véhicule ne serait pas conforme aux spécifications convenues et notamment eu égard aux descriptifs des véhicules indiqués par le Titulaire dans son mémoire technique.

Une pénalité égale à 100 % (cent pour cent) du prix de la ou des prestations concernées sera appliquée. La pénalité s'applique pour chaque manquement constaté.

3) En cas de manquement à une obligation générale d'information :

- ✓ En cas d'incident ou d'accident : à défaut de communication des faits dans les 2 (deux) heures de la survenue de l'accident ou incident en cours d'exécution de la prestation.
- ✓ En cas de défaut de communication une fois par an, et dans un délai de 8 (huit) jours ouvrés, des fiches circuits, liste du parc, attestation d'assurance à jour.

Une pénalité de 300 (trois cents) € par semaine de retard constaté sera appliquée.

Les pénalités sont applicables de manière automatique immédiate et de plein droit, sans mise en demeure préalable, par précompte sur les états d'acomptes mensuels.

Le Titulaire restera intégralement redevable des prestations soumises à pénalités et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation de les exécuter.

L'application d'une pénalité ne porte pas préjudice au droit du CREPS de réclamer tous dommages et intérêts, et en cas de répétition des manquements de procédé de plein-droit et après une mise en demeure préalable à la résiliation du marché et sans que le ou les Titulaires puissent prétendre à un versement d'indemnités de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 19 - ASSURANCE

19.1 Assurance responsabilité

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution de l'ensemble des prestations qui lui sont confiées. Le Titulaire fera son affaire de tous les risques pouvant résulter de son activité et ne pourra en aucun cas se retourner contre le CREPS à ses motifs.

Le Titulaire est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous accidents dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation. Il lui appartient de souscrire auprès d'une ou de plusieurs compagnies, notoirement solvables, les garanties qui couvrent les différents risques, correspondant aux risques normaux de son exploitation.

Le Titulaire doit justifier auprès d'une compagnie d'assurance agréée et solvable :

- Une Assurance garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché, à l'égard du CREPS et des tiers, des voyageurs transportés et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages.
- Une Assurance conformément à la loi numéro 85-677 du 5 juillet 1985 (dite loi Badinter) tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accident de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation.

Assurance générale

Il doit être prévu, dans le ou les contrats d'assurance souscrits par le Titulaire que :

- Les compagnies d'assurance ont communication des termes spécifiques du présent marché, afin de rédiger ou modifier en conséquence leurs garanties.
- Les compagnies d'assurances ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'article L-113-3 du code des assurances, pour retard de paiement des primes, de la part du prestataire, que 30 jours après la notification au CREPS et ce défaut de paiement. Le CREPS, à la faculté de se substituer aux prestataires défaillants pour effectuer ce paiement, sans préjudice de son recours contre ce dernier.

19.2 Justification des assurances

Le Titulaire du marché est tenu de présenter à l'appui de sa candidature, une attestation datée, délivrée par une ou des compagnies d'assurances et l'ensemble des documents précisant les risques garantis et les montants des garanties pour la période en vigueur. Par ailleurs, au plus tard un jour franc avant la date de début d'exécution du marché, le Titulaire remet au CREPS, un justificatif de paiement de la prime afférente à l'année en cours. En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci sera réputé la prendre intégralement à sa charge. Le Titulaire est tenu d'informer l'établissement de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les deux jours qui suivent sa décision.

À tout moment, le CREPS pourra exiger de la part du Titulaire la justification du paiement régulier des primes d'assurance, sans que cette communication ne l'engage en aucune façon dans le cas où, à l'occasion d'un sinistre de quelque nature que ce soit, l'étendue des garanties souscrites auprès des compagnies d'assurance se révéleraient insuffisantes.

Le Titulaire du marché est tenu de présenter avant chaque reconduction éventuelle pour la période d'une année, une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours. A défaut, la reconduction ne pourra avoir lieu.

ARTICLE 20 - RESILIATION DU MARCHE

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables.

20.1 Résiliation du droit commun

Le CREPS se réserve le droit de mettre fin au marché avant la réalisation complète des prestations :

- Soit pour faute du Titulaire dans les conditions prévues au CCAG-FCS la résiliation du marché pour faute du Titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre lui.
- Soit dans le déclenchement d'événements extérieurs au marché dans les conditions prévues au CCAG-FCS (liquidation judiciaire etc...).

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

20.2 Résiliation pour faute du Titulaire

La résiliation du marché s'effectue dans les cas et selon les modalités mentionnées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation au CCAG-FCS et au surplus des cas prévus par cet article, en cas de manquements répétés par le Titulaire à ses obligations au titre du marché et faute pour le Titulaire d'y remédier dans un délai de 5 (cinq) jours suivant une mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché en tout ou partie.

La résiliation est alors notifiée au Titulaire et prend effet immédiat et de plein droit dès cette notification, sans qu'il soit nécessaire de n'effectuer aucune autre formalité.

Le Titulaire reconnaît expressément que le pouvoir adjudicateur sera en droit de prononcer la résiliation de tout ou partie du marché dans les conditions prévues précédemment en cas de :

- À défaut de production des attestations d'assurance à jour dans un délai de 15 (quinze) jours ouvrés à compter de la réception de la demande. En cas d'interruption générale des prestations (hors cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence des tribunaux) d'une durée de plus d'une semaine.
- En cas de manquements répétés du Titulaire aux prescriptions du présent contrat, notamment en cas de non-conformité constatée des véhicules affectés à la réalisation des prestations, en cas de non-respect des itinéraires et dans le cas où plus de 10 (dix) retards seraient constatés sur une période mensuelle.

20.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le CREPS résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial maximal hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 % ainsi que la part des frais et d'investissements éventuellement engagés pour le marché est strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait été pris en compte dans le montant des prestations payées.

ARTICLE 21 - DROIT ET LANGUE

Le présent CCATP est soumis au droit français. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi, doit être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 22 - ELECTION DE DOMICILE ET REGLEMENT DES LITIGES

22.1 Election de domicile

Le ou les Titulaires font élection de domicile à leur siège social. Le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur fait élection de domicile à son siège.

22.2 Règlement des litiges

Le CREPS et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable, tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations.

Tout différend sera traité selon les dispositions du CCAG-FCS dans un délai maximum de 3 mois.

Pendant toute la période durant laquelle le différend est constaté, les parties conviennent que la continuité des prestations l'emporte sur toute autre considération. En conséquence, le Titulaire s'engage, sans préjudice de ses droits, à continuer à assurer ses prestations en dépit des difficultés rencontrées.

En cas de litige persistant, la juridiction administrative compétente sera celle établie dans le ressort du siège du CREPS, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 23 - DEROGATIONS

L'article 18 déroge à l'article 14 du CCAG FCS

L'article 20.3 déroge à l'article 42 du CCAG FCS

Le.....2026

Lu et accepté,

Le Titulaire